**(2023-2024)**

***TRAVAUXDIRIGÉS(TD)***

***"ÉconomieAlgérienne"***

**DOSSIER2:LaStratégieAlgériennedeDéveloppement(SAD):**

***Deschoixthéoriquesdelaplanification…auxconditionseffectivesderéalisation.***

***Source :*** Simon Pierre THIERY (2012) : *«* ***1962-1980 : Fort développement du secteur public productif et crise des formes de régulation.*** *».* Communication présentée lors du Colloque International organisé par le CREAD sur la thème « *Algérie, cinquante ans d'expériences de développement : État-Économie- Société.*»,SidiFredj,les8et9décembre2012. Disponiblein : <http://www.cread.dz/images/Cinquante%20ans/Communication_2012/THIERY.pdf>

PRÉSENTATIONDUDOSSIERDOCUMENTAIRE

Ce **premier dossier** est une communication de Simon PierreTHIERY, présentée lors du colloque organisé par le Centre de Recherche et d’Étude en Économie Appliquée pour le Développement (CREAD) en 2012 à l'occasion du 50ème anniversaire de l'indépendance, sous le thème « ***Algérie, cinquante ans d'expériences de développement : État - Économie - Société.*** »

Il est demandé à chaque étudiant de rédiger un **compte-rendu de lecture** en répondant aux questions suivantes.

QUESTIONSDECADRAGE

**SEMAINE2 (****Exposé2)**

**QUESTIONS:**

1. L’auteur déclarenepas partager lesconclusions dela plupartdes analyses académiques traitantde la période 1962-80. Après avoir rappelé l’**"erreur commune"**reprochée à tous ces travaux, vous direz quelles sont les principales **« idées-fausses »** caractérisant la pensée dominante sur cette période de l’Histoire économique de l’Algérie. Vous préciserez aussi les **objections** qu’oppose l’auteur à chacune de ces idées-fausses.
2. L’auteur parlede **« crisedesformesderégulation »** pour expliquerl’échecapparent delaSADà la fin des années 1970. Que recouvre exactement ce concept ?

**1962-1980:FORTDEVELOPPEMENTDUSECTEURPUBLIC PRODUCTIF ETCRISE DES FORMES DE REGULATION**

SimonPierre**THIERY\***

**RESUME**

Jusqu’en 1962, le système productif algérien a été structuré en fonction des intérêts de la puissancecoloniale:extractiondesmatièrespremièresexportées àl’étatbrutsansvalorisation locale, production agricole en grande partie destinée à l’exportation. Mais aussi forte dépendance aux importations en provenance de la métropole pour la plupart des produis industriels. Enfin faible taux de scolarisation de la population algérienne, concentration des infrastructures surlazonecôtièreau détriment de l’intérieurdu pays, fort taux dechômage, et discrimination salariale et politique au détriment de la population algérienne. L’évolution du système productif algérien durant les vingt années qui ont suivi immédiatement l’indépendance du pays a-t-elle permis une rupture par rapport à ces tendances ?

Lestravauxderecherchedisponiblessurlapériode1962-1980sontgénéralementfondéssur unecritiquethéoriquedeschoixdeplanificationsupposésavoirprivilégiéuneindustrielourde surdimensionnée,localiséesurlabandecôtièreettournéeversl’exportation,audétrimentdetous lesautressecteurs:leseffetssurl’emploietlesrevenusauraientéténégligeables.

L’auteurnepartagepascesanalysesquiluisemblentreposersurunelecturetropsommaire nerendantpasvéritablementcomptedesréalitéséconomiquesetsocialesdecettepériode.Ses analyses s’appuienttant sur son expérience professionnelle au sein de grandes entreprises industriellesalgériennesquesurdestravauxderecherchemenésencollaborationavecleCREA d’Algeretl’IREPdeGrenoble,ayantdébouchésurundoctoratdeSciencesEconomiques.

Pour clarifier la question posée, l’auteur commence par une analyse systématiquedes choix politiques caractérisantles trois premiers plans de développement et desrésultats économiques effectifs obtenus entre 1962 et 1980. Ceci ne le conduit pas a mettre principalement en cause les choix théoriquesde la planification algérienne: à ses yeux,c’est plutôt la naturedes luttes politiques et sociales qui a conditionné les réalisations effectives et qui explique les résultats contrastés des différents secteurs en fin de période.

Après avoir réfuté quelques idées fausses qui caractérisent la pensée dominante relative à cettepériode,ils’attacheàdécrirelaprogressionconsidérabledusystèmed’éducationainsi queledéveloppement important des différents secteurs productifs (agriculture, hydraulique, industrie lourde, industrie légère, habitat, infrastructures). Il lui semble que les choix politiques de planification ont accordé des moyens importants à tous ces secteurs,qu’ils ont permis de réorienter le développement géographique des activités au profit des régions de l’intérieur, avec des effetsimportants sur l’évolution de l’emploi et des revenus .Il note également que la plupart des secteurs (hydrocarbures exceptés) se sont développés principalement en directiondu marché intérieur, mais que la priorité donnée à l’investissement productif publicsans réflexion suffisante sur l’articulation secteur public/secteur privé s’est traduite par une sous-estimation grave du rôle des circuits de commercialisation et des services dans l’efficacité globale du système. Les progrès de l’appareil d’éducation ont été plus quantitatifs que qualitatifs.Par ailleurs, les options affichéesétaientcenséesprivilégierdesformesd’organisationsocialesusceptiblesdedonner du poids aux représentants des travailleurs (GSE dans l’industrie, autogestion puis système coopératif dans l’agriculture): dans les faits, après un débat très ouvert autour du projet de chartenationale,lesdécisionsontfinalementprivilégiéunfrontismeaccordantpeudeplace

\*Docteurenscienceséconomiques-Simon-pierre.thiery530@orange.fr

aux forces qui auraient pu aider à une meilleure régulation de l’économie et peu de pouvoir aux institutions régionales et locales.

Decefait,lesconditionseffectivesderéalisationparsecteurontététrèscontrastées,créant par là même des déséquilibres importants entre secteurs,à une époque oùla croissance de la demande intérieure était fortement stimulée par une démographie dynamique et par le développement positif de l’emploi. L’emploi et les revenus ont en effet connu une croissance importante, mais le progrès desconditions de vie de la population, particulièrement en matière de logement et de transport,n’a pas été au niveau des attentes.

Ceci l’amèneà analyserles relations qui se sont instaurées entre les différentes forces sociales à l’intérieur de chaque secteur, et entre ceux-ci: technocratie moderniste, masses paysannes, appareil syndical et élus de la G.S.E, bureaucratie centrale et locale, hauts fonctionnaires, tendanceset partage du pouvoir au sein de l’armée et du Conseil de la Révolution. Selon lui,ces relations auraientprovoqué une forte segmentation des modes de gestion économique, sans contre pouvoir véritablepar rapport au comportement desfractions politiques se partageant le contrôle des différents segments de l’appareil productif.

Cela le conduit à parler, pour le bilan de cette période 1962-1980, d’une crise des formesde régulation, résultant principalement des limites d’un modèle politique frontiste autoritaire mais segmenté, efficace lors de la lutte de libération contre le régime colonial, mais progressivement dépassé car ne répondantplus aux exigencesd’une économie en fort développementni auxattentesd’une populationjeune,le plussouvent compétente,aspirant à d’autres modes de gestion de l’économie et dela société.

Les autres contributions à ce colloque, portant sur la période 1980/ 2012, permettront peut êtrede savoir sicette crise a perduré durant les années suivanteset d’éclairer les formes possibles d’une sortie de crise dans l’avenir.

**BIOGRAPHIEDEL’AUTEUR**

*SimonPierreThieryestnéàAïn-Kermaen1942.*

*Il a fait ses études primaires et secondaires au lycée d’Aumale de Constantine. IngénieurINPG,diplômédel’Institutd’EtudesPolitiquesdeParisetDocteures- scienceséconomiques,ilaoccupédespostesderesponsabilitédansdeuxgrandes entreprisesindustriellesalgériennesentre1966et1981.AlaSONELGAZ d’abord (dirigéeàl’époqueparAbdennourKeramane),puisauseindelaSNS(présidéepar LakhdarBentobaletdirigéeparMohamedLiassine).*

*IlaétéégalementchargédecoursàlaFacultédeDroitetdeSciencesEconomique d’Alger durant cette période.*

*Par la suite, il a été en France chef du service industriel au Commissariat Général du Plan, Directeur Général Adjoint del’ANPE, puis Directeur des Implantations Industrielles etenfinPrésidentdefilialesTransportElectriqued’ElectricitédeFrance.*

Jusqu’en 1962, le système productif algérien a été structuré en fonction des intérêts de la puissance coloniale : extractions des matières premières exportées à l’état brut sans valorisation locale, production agricole en grande partie destinée à l’exportation. Mais aussi forte dépendance aux importations en provenance de la métropole pour la plupart des produis industriels. Enfin faible taux de scolarisation de la population algérienne, concentration des infrastructures sur lazonecôtière au détriment de l’intérieurdu pays.L’évolution du système productif algérien durant les vingt années qui ont suivi immédiatement l’indépendance du pays a-t-elle permis une rupture par rapport à ces tendances ?

Cette question a fait l’objet de quelquesétudes universitaires, généralement fondées sur une critique théorique des choix de planification supposés avoir privilégié une industrielourde surdimensionnée au détriment de tous les autres secteurs.

Cesanalyses,souventunpeutechnicistesetappuyéessurdesdonnéesassezsommaires,ne rendentpasvéritablementcomptedesréalitéséconomiques:ellesévitentparailleurssouventde parlerdesluttespolitiquesetsocialesquiontmarquélasociétéalgériennedurantcettepériode.

Après avoir réfuté quelques idées fausses qui caractérisent parfois cesanalyses, je m’attacheraiàdécrirelesrelationsentrelesdifférentesforcespolitiquesetsocialesquisesont partagélecontrôledesdifférentssecteursdupays.Cesrelationsontprovoquéunesegmentation desmodesdegestionéconomiquesparsecteur,sanscontrepouvoirvéritable:ellesexpliquent sansdouteencoreaujourd’huienpartielacrisedusystèmeproductifalgérien.

Cela me conduira à parler d’une crise des formes de régulation, résultant principalement des limites d’un modèle politique frontiste autoritaire, efficace lors de la lutte de libération contre le régime colonial, mais progressivement dépassé car ne répondantplus aux attentes d’unepopulationjeune,leplussouventcompétente,aspirant aujourd’huià d’autresmodesde gestion de l’économie et dela société.

1. **QUELQUESIDEESFAUSSESCONCERNANTLEDEVELOPPEMENTDU SYSTEME PRODUCTIF ALGERIEN ENTRE 1962 ET 1980**

**1-1-Biensouvent,** chezcertainsuniversitaires,françaisnotamment,l’évolutionéconomique de l’Algérie après l’indépendance est présentée comme résultant d’un choix stratégique fondé sur le développement excessif de l’industrie lourde au détriment de tous les autres secteurs.

L’éducation, l’agriculture, l’hydraulique, les transports, le BTP, les industries légèreset les servicesauraient été délaissés et privés de crédits pour leur développement. L’agriculture aurait régressé par rapport à la période coloniale, et l’emploi comme le pouvoir d’achat des ménages n’aurait pas fondamentalement évolué durant cette période

Un examen attentif des réalités montre que ces analyses ne rendent pas compte des résultats économiques et sociaux réels et confondent généralement les choix stratégiques effectués et les conditions de réalisation de ces choix.

En fait, la planification algérienne a fixé des objectifs ambitieux et attribué des crédits importants à tous les secteurs de l’économie. Par contre, le tauxd’utilisation des crédits disponibles a été très différent selon les secteurs :

Tableau1:**Investissementsprogrammésetinvestissementsréalisésparsecteurdurantles trois premiers plans de développement**

1967/69 1970/73 1974/77 TOTAL

|  |
| --- |
| Créditsaccordés(millionsdeDA) |
| Agriculture | 1.900 | 9.500 | 31.600 | 41.600 |
| Industriedebaseet d’intégration | 1.580 | 7.720 | 28.460 | 38.660 |
| Industrielégère | 370 | 1.320 | 5.070 | 22.660 |
| BTP |  |  |  | 9.000 |
| Tauxdeconsommation réeldescrédits |
| Agriculture | 100% | 46% | 28% | 46% |
| Industrie | 12% | 112% | 133% | 120% |
| BTPetHabitat |  |  |  | 60% |

*Source:MPATRapportsgénérauxsurlestroispremiersplansdedéveloppement*

On constate que durant le premier plan triennal, l’agriculture aété capable de consommer la totalité de ses crédits, l’industrie n’en ayantconsommé que 12% principalement dans l’industrie lourde.

Puis la situation s’est inversée. Les deux plans quadriennaux qui ont suivi ont accordé des moyens très importants à l’agriculture: celle cin’a consommé que la moitiédes crédits alloués.LePlanaégalementfortementaccrulapartdescréditsaccordésàl’industrielégère

au BTP et à l’habitat: l’industrie légère a utilisé ses dotations et a ainsi connu un développement important. Les secteurs du BTP et de l’habitat, eux, n’ont pas réussi à mobiliser plus de 60%desmoyens qui leur étaient attribués.

Cenesont doncpas des choix stratégiques hostiles àl’agriculture, au BTP, àl’hydraulique et à l’habitat qui expliquent le retard pris par ces secteurs durant la période, mais leurs conditions de fonctionnement qui ont empêché l’atteintedes objectifs ambitieux qui leur avaient été assignés.

Plusieursraisonspeuventexpliquercettesituation:

* si la formation des cadres agricoles a été intense (avec par exemple près de 34.000 techniciens et ingénieurs agricoles formés entre 1962 et1977), les affectations, sur le terrain, des professionnels formés se sont faites à raison de 2 % seulement dans les exploitations de production,18% dans les centres deformation et 80 % dans les servicesadministratifs.Danslemêmetemps,l’industrieaffectait,elle,plusde80%des techniciens et ingénieurs formés dans ses unités de production.
* la mise en place de la réforme agrairepuis celle du système coopératif se sont faites de façon relativement bureaucratique, les administrations nationales et locales ne permettant pas véritablement aux producteurs de base de s’organiser comme ils le souhaitaient dans leur exploitation agricole.
* malgré la présence de techniciens de valeur en son sein et la disponibilité de crédits importants, le secteur de l’Hydraulique n’a pas atteint ses objectifs. Sur 40 grandsprojets hydrauliques programmés sur la période, seuls 4 ont été réalisés. Riche en eau, avec un potentiel de 800.000 nouveaux hectaresirrigables, l’Algérie n’a pas réussi a mobilisercette ressource essentielle pour le développement de l’agriculture: sur un objectif de mise en valeur de 170.000 hectares irrigables financés pour les trois plans de développement, seuls 55.000 ont été réalisé sur la période.
* dans le BTP et l’Habitat, l’Etat a surtoutfavorisé le développement des entreprises publiques, alors que dans ces secteurs ce sont généralement les entreprises privées qui constituent localementle fer de lance d’un pays pour la production de logements: on comptait250.000emploisdansleBTPpublicen1980contre199.000dansleBTPprivé.

Malgré tout, le développement del’Agriculture et du BTPa été notable par rapport à la périodecoloniale. Lasuperficie agricole utileaaugmentédeprès de10 % entre1965 et 1978, la production agricole a cru de près de 20 % et lenombre de logements construitschaque année a triplé.

* 1. **Autre idéefausse** :lesunitésindustriellesmisesenplaceauraientétédémesuréesetse seraient traduites par une capacité très excédentaire par rapport aux besoins du pays dans une optique privilégiant l’exportation.

Un examen attentif des réalités montre que, si l’on écarte le cas des usines de liquéfactions d’Arzew et Skikda conçues pour l’exportation du gaz, et le laminage des produits plats en sidérurgie,les capacités de production industrielle ont visé les besoins intérieurs de l’Agriculture (usines d’engrais, usine de fabrication de tracteurs et machines agricoles, tubes pour l’irrigation, fer blanc et boîtes de conserve, tôle galvanisée etc.), ceux des secteurs de l’habitat et de la construction (cimenteries, fer a béton, treillis soudés, profilés à froid, tubes, verre plat, peinture, charpente métallique,etc.), des transports (usine de fabrication de poids lourds et de cars, raffineries,..) et des ménages (industrie agroalimentaire, textile et habillement, mobiliers, vaisselle, bouteilles à gaz, cuisinières, TV, frigidaires, papier etcarton, édition, etc.).

Pour la plupart de ces produits, les capacités mises en place ont été insuffisantes pour faire face à une demande intérieure en pleine croissance, du fait de l’effetconjugué de la démographieetdelahaussedupouvoird’achatdesménages.Ilestdoncerronédedireque

les choix ont visé principalementune industrie destinée à l’exportation. Le marché intérieur était là pour absorber l’essentiel de la production des unités industrielles mises en place.

Quelques critiques peuvent toutefois être émisesconcernant les choix de priorités dans le temps. Pour la métallurgie, par exemple, une priorité aurait pu être accordée aux produits longs (rond à béton, tréfilés, poutrelles), qui n’ont été programmés que durant le deuxième plan quadriennal, plutôt qu’aux produits plats, moins urgents dans le processus de développement, qui ont été privilégiés au premier quadriennal.

* 1. **Autre critique peu fondée :** les choix stratégiques retenusauraient conduit au seul développement des zones côtières du paysau détriment de l’intérieur. La période 1965-1980 aurait été caractérisée parl’accroissement du chômage etla baisse du pouvoir d’achat des ménages à l’intérieur du pays.

Là aussi, la réalité est toute autre: le développementde l’emploi industriel (environ 400.000 emplois nouveaux créés entre 1970 et 1982) a profité très nettementaux wilayatesde l’intérieur :

Tableau 2: **Poids des différentes wilayates dans le développement de l’emploiindustriel entre 1970 et 1982**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Wilayates | 1970/ nombre | 1970/% | 1982/nombre | 1982/% |
| Alger | 96.000 |  | 111.000 |  |
| Oran | 42.000 |  | 43.900 |  |
| Annaba | 17.000 |  | 46.900 |  |
| Totalzonecôtière | 155.000 | 56% | 201.800 | 29% |
| Willayatesde l’intérieur | 123.000 | 44% | 471.800 | 71% |
| Emploiindustrieltotal | 278.000 |  | 673.000 |  |

*Source:MPATEnquêtessurl’emploietlessalairesentre1970et1982*

Dans le domaine de l’énergie, la SONELGAZ a fait un travail remarquabled’électrification rurale et mis en place un réseau très étendu de distribution du gaz natureldans toutes les régions du pays. Ceci a été un facteur important de développementéconomique (pour les grandes entreprises mais aussi pour les PME qui se créaient)et social (par l’accès des plus démunis à des énergiesbon marché) dans les wilayates de l’intérieur.

Tous secteurs confondus, le PIBa cru de 7,6% par an en moyenne, et l’économieacréé prèsde1,2millionsd’emploispermanentsentre1967et1978:decefait,letaux dechômage a fortement décru par rapport a 1962. Quand au revenu moyen des ménages par habitant, il a crude 1.667 à 2.243 dinars entre 1974 et 1977.Ces résultats plutôt positifs ont touché toutes les régions du pays.

Par ailleurs, le développement du système éducatif a été très important et général dans l’ensemble des régions du pays. Le taux de scolarisation du pays, qui était de 25 % environ à l’indépendance, dépassait 75% en 1980, avec parallèlement un fort développement de la formation professionnelle, des instituts régionaux et locaux de technologie, ainsi que des 7 Universités, dont 6 créées après1962. C’est donc moin l’effort quantitatif qu’il faut mettre en cause, que les choix qualitatifs et les conditions de fonctionnement interne de l’appareil d’éducation qui sont en cause.

**1-4- D’autres critiques** enfin portent sur l’idée que durant cette période, l’économie algérienne se serait alignée sur certaines zones dominantes: les uns parlent d’un dépendance croissante vis a vis de l’Europe, les autres d’un alignement sur les pays de l’Est.

Enfait,durantcettepériode,etaugranddamdel’anciennepuissancecoloniale,l’Algériea mis fin aux processus qui avaient donné avant l’indépendance un quasi monopole aux entreprises françaises, et elle a pu éviter de tomber sous la domination d’une zoneéconomique exclusive. Uneconcurrence à été organisée entre les différents pays partenaires, etlesachatsdebiend’équipementontétépartagés,suivantles performancesde chacun,entre

l’Allemagne, l’Italie, la France, le Japon, les USA, l’URSS, la Chine etc. La recherche d’untaux d’intégration élevé des unités de production a été visée.

**1-5 En définitive,** on peutconsidérer que, si les choix stratégiques du pays semblaient assez équilibrés dans la conception des orientations, le taux de réalisation des objectifs a été assez inégal selon les secteurs, à une époque où le taux de croissance démographique était très fort.

Laproductionindustrielleafortementaugmentédanstouteslesbranches,ycomprisdansles industries légères: mais le retard des infrastructures (hydraulique, transports, habitat,..) et les choix d’organisationontparfoispénalisélapleineutilisationdescapacitésindustriellesmisesenplace.

Ledéveloppementdel’agriculture,duBTPetdesinfrastructuresn’apasétésuffisantpour faire face aux besoins d’une population en forte augmentation : la population avait presque doublé entre 1962 et 1980.

On constataitdonc en fin de période une forte distorsion dans les rythmes de surcroît des différentssecteursetunretardimportantdessecteursconditionnantlaviequotidiennedesménages.

1. **UNECRISEDESFORMESDEREGULATIONS**

Comment expliquerla montée de ces déséquilibres, et l’absence de maîtrise globale des formes de régulation économique durant cette période, caractérisée pourtant par un régime politique qui semblait très solide?

En fait, cette solidité apparente, résultant des traditions nationalistes et frontistes issues de la guerre de libération, ne pouvait cacher les luttes d’influence au sein et à la périphérie du système productif, pour le contrôle de celui-ci. Le Conseil de la Révolution et le gouvernement se sont accommodé progressivement d’un partage d’influence entre des fractions très différentes composant le front. Cinq d’entre elles peuvent être dégagées :

* + La technocratie moderniste, le plus souvent francophone, se concentrant sur le développement industriel. Cette composante. était constituée au départd’anciens dirigeants de l’UGEMA ayant rejoint le FLN à partir de 1956, notamment du fait de la grève des cours. Elle sera rejointe par la masse des jeunes algériens diplômés dans les écoles ou les universités, avides de s’impliquer dans les structures de l’appareilproductif industriel en création. Au sein même de cette technocratie, des luttes auront également lieu du fait des divergences entre différentes composantes :
	+ L’équipedupatron, Belaïd Abdeslam, dont ledynamismeajouéun rôleimportant pour stimuler le développement du secteur. Tenant d’un étatisme étroit et utilisant des méthodes autoritaires parfois répressives, il s’est appuyé sur sa proximité des militaires membres du Conseil de la Révolution, pour imposer son pouvoir.
	+ Lescadresdesentreprisesindustriellesplusprochesdesréalitéséconomiquesetsociales du pays, et souhaitant une évolution vers plus de démocratie économique afin de permettre plus de cohérence dans le développement des différents secteurs.
	+ Les représentants syndicaux, siégeant avec ces cadres dans les Conseils d’Administration des entreprises au titre des règles de la G.S.E (gestion socialiste des entreprises). Cette composante, elle aussi très proche des réalités locales, aspirait à une évolution progressive des formes de démocratie. Mais elle se méfiaitdes milieux gauchistes algérois très éloignés des réalités de l’Algérie profonde.

Une bureaucratie souvent dirigée par d’anciens militaires alliés à des fonctionnaires centraux et locaux. Cette tendance, très segmentée, se partagera les instances de direction des secteurs économiques autres qu’industriels: Agriculture, Hydraulique, Transport, BTP et Habitat (avec notamment la très puissante entreprise militaire DNC-ANP omniprésente dans toutes les régions) ainsi que les préfectures. Cette composante se satisfaisait elle aussi de formesdegestionsautoritairesdel’activité,sansaccordergrandeattentionauxmessagesdes

collectivités locales ou des organisations professionnelles qui auraient souhaité une plus grande concertation sur les modalités de mise en œuvre des plans de développement.

* Unehauteadministration,souventde qualité,pour l’éducation,l’Université,lesAffaires Etrangères et la Santé. Ces corps, le plus souvent compétents et ayant l’esprit de service public, n’auront que peu de poidspolitique, aspirant toutefois euxaussi à un fonctionnement plus pluraliste et démocratique du pays.
* Unappareilmilitairecomposite.Onynotaitlaprésencedenombreuxofficiersetsoldats attachésauxidéauxnationalistesdeprogrèsetdeliberté.Maisonyconstataitégalementla montée en puissancedes services secrets et de la sécurité militaire, dotéspouvoirs importants sans autre contrôle que celui du Conseil de la Révolution, donc des chefs militaires. Cet appareil sera progressivement très présent dans les entreprises et les administrations,semêlantdefaçonparfoisdirectedesrapportsdeforcesentrelescadres économiques,lepouvoircentral,lesautoritéslocalesetlesreprésentantsdessalariés.

Les sujets importants de discorde entre ces différents composantesconcerneront notamment l’éducation, le code de la famille,le statut du secteur privé, ainsi que le rôledu partiet celui de l’armée.

En matière d’éducation, les progrès ontété plus qualitatifs que quantitatifs. D’autrespays arabes, la Tunisie, le Maroc, et la Syrie par exemple, avaientconnu un statutde protectorat ou de mandat n’ayantpas permis à la puissance coloniale d’écraser la langue et la culture locale. A l’indépendance, ces pays ont pu renforcer un système d’éducation conservantà la langue nationale une place prépondérante sans stigmatiser l’usage de l’anglais ou du françaisà l’école et à l’université, et sans provoquer de fracture dans l’appareil d’éducation de leur pays. En Algérie, 130 années de négation de la culture et de la languealgérienne ont généré des réflexes de rejets ne permettant pas de gérer aussi sereinement cette question à l’Université, dans les Entreprises et les Administrations. Il en a résulté des conflits fréquents entre différentes fractions du corps enseignants (on parlait des francisant et des arabisants)à l’école, dans le secondaire et dans les Universités, conflits que le régime n’a pas su gérer et qui n’ont pas toujours été favorables à la qualité de l’enseignement.

Concernant le statut du parti et de l’armée, la luttede libération nationale avait obtenu la victoire après huit années de guerre, au prix d’un frontisme absolu ayant éliminé progressivement touteformed’opposition au pouvoir central du Front, et assurélasuprématie des dirigeants militaires sur les dirigeantscivils. Après l’indépendance, l’idéologiefrontiste n’avait en principe plus de légitimité. Elle a en fait perduré, utilisée par certaines fractions sociales pour asseoir leur pouvoir et refuser la mise en place de contre pouvoirsindispensables à l’efficacité d’une économie démocratique.

D’une façon générale, l’idéologie dominante a méprisé le secteur commercial et les services et refusé le principe d’une régulation démocratique de l’économie de marché, ce quia protégé les principauxdirigeants sectoriels de toute intervention sur leur territoire. Aucun mécanismene pouvait alors créer desforces de rappel en faveur d’une plus grande cohérence de l’appareil productif, cohérence devenue plus complexe à instaurer et pourtant encore plus indispensable suite à la forte croissance de l’appareil productif.

Certains dirigeants de l’Etat, et notamment Houari Boumediene, ontsans doute pris conscience de ces disfonctionnement graves ainsi quedela montée d’une forte aspiration à unjeu démocratique plus ouvert, tant dans les entreprises que dans la société algérienne.

Le lancement en 1975 du grand débat sur la Charte Nationale sera l’occasion de mettre en discussiondes conceptions trèsdifférentesdu mode de fonctionnement de la société et des entreprises: parti unique ou pluralisme, rôle dede l’armée,place de la religion dans la société, code de la famille, rôle respectifs du marché et de l’économie régulée,forme d’organisation de l’agriculture, place du syndicalisme, place des collectivités territoriales, place de la langue nationale et des autres langues utilisées en Algérie.

Ce débat eut un écho puissant dans les entreprises, les collectivitéset les mouvements associatifs: beaucoup ontpenséque de nouvelles formes de démocratie pourraient être mises en place, aprèsdissolution du Conseil de la Révolution et renouvellementdu rôle des partis etde l’armée.

Letextefinalretenuparladirectiondupaysaprèscedébat,soumisauréférendumen1976,a refermécertainesdesportesentrouvertesetlacharteadoptéeneferaquefaiblementévoluerles formes d’organisations économiques et politiquesde la société algérienne. Par voie de conséquences,lesformesderégulationdel’économieavaientpeudechancedechanger.

En l’absence de contre-pouvoirs politiques ou économiques, le recours à la religionapu parfois constituer un ultime recours pour contester un pouvoir laissant une placesans doute insuffisante au dialogue démocratique.

L’analyse de l’évolution politique et sociale de l’Algérie entre1962 et 1980 devra être confrontéeà une étude sérieuse des mutationsdu pays entre 1980 et 2012: ceci permettra d’éclairer les perspectives qui s’ouvrent à la société algérienne pour la prochaine décennie, à une époque marquéedans toutle bassin méditerranéenpar un progrès important de nombreux pays arabes sur le terraindela démocratiesociale et économique. L’Algérie pourra vraisemblablement jouer un rôle important dans ce processus et récupérer ainsi laplace importante qui lui revientdans la communauté méditerranéenne et internationale: surle plan politique d’abord, et par voie de conséquence sur le plan économique et social.

**BIBLIOGRAPHIE**

**Annuairesstatistiquesdel’Algérie.**1966-1980**.**«*Pourdesdonnéesquantifiéessur l’économie algérienne entre 1962 et 1980*».

**Banquemondiale**.1980"*Evolutiondel’économiealgérienne*".Rapportannuel.

**Ministère de l’hydraulique,** 1980. *Plan quinquennal 1980-1984. R*rapport interne.**Ministère de l’industrie et de l’énergie.** 1970. "*Développement industriel et développement agricole*". Etude IREP.

Ministère des industries légères. La politique d’aménagement du territoire (Alger 1979)**Mpat,**1980."Evolutiondelaproductiondesdifférentsproduitsindustrielsettauxd’utilisation des capacités de production entre 1967 et 1978". Alger. 1980.

**Mpat,** Les effets de l’intensité de l’investissement sur le rééquilibrage de la population active entre 1959 et 1978 (Alger 1980)

**Mpat,***Enquêtessurl’emploietlessalaires*

**Mpat,**"*Evolutiondesressourcesetdesemploisdelanationentre1967et1978*"(rapport interne)

**Mpat,**1980."*Prévisionetréalisationdelogemententre1967et1978*".(Rapportinterne) **Ministère des industries légères,** 1980. "Bilan et perspectives". (Rapport interne) **Ministère de l’industrie lourde,** 1980). "*Situation et perspectives* " (Rapport interne)

**Secrétariat d’Etat au Plan**, "Rapport généraux des plans triennaux et quadriennaux " (1970, 1973 et 1981Alger)

**Pourl’analysedumodedefonctionnementdesdifférentssecteurs: AARDES.** 1981. "*Pôles de développement et arrière pays*". Alger.

**AbdesslamB.,**1990."*Legazalgérien:stratégieetenjeux*"(Editions Bouchène)

**Aït-AmaraH.,**1970."*Etudesdequelquesconditionsdelaparticipationdestravailleurs dans les exploitations agricoles d’autogestion*". Paris : EPHE.

**AgliettaM.,**1977. "*Régulationetcriseducapitalisme*".Ed.CalmannLevy.

**Arrus R.,** 1981. "*La valorisation de l’eau en Algérie*". Grenoble. **Bedrani S.** 1999. "L’agriculture algérienne depuis 1966". Economica. **BedraniS.**1981."*Surlabourgeoisied’EtatenAlgérie*"(CREA1981)

**Benachnhou.**A**.**1980."Evolutiondupouvoird’achatparcatégoriessocialesetsecteur d’activité". Alger-CREA.

**BenamraneD.,**1980."Lacrisedel’habitat".(CREA Alger)

**BennatigR.,**1981."Emploietrevenusenmilieu rural".(CREA Alger)

**BoyerR..**2004."*Théoriedelarégulation*".Paris.Ed.La découverte

**Cleeg. I.,** 1971. "*Workers self management in Algeria*" (Monthly review press New York) **CommissionéconomiqueduFLN.**1980."*Evolutiondesperformancesdel’agriculture algérienne durant les trois premiers plans de développement*" (Rapport interne).

*Commission économique du FLN*. 1980. "*Comparaison des capacités de production avec les besoins des ménages en 1980*".(Rapport interne1980)

**De villers G.,** 1978. "Pouvoir politique et questions agraires en Algérie". (Louvain 1978) **DowedarM.,**"*Lesschémasdereproductionetlaméthodologiedelaplanification socialiste*". Alger. Ed. Tiers Monde.

**ElKenzA.,**"AuFildelacrise:5étudessurl’Algérieetlemondearabe".(EditionsBouchène 1991).

**Hydrotechnic.**1978."Alimentationeneauetautosuffisance alimentaire enAlgérie".(Alger). **MARA,** 1977. "*Comparaison de la localisation des cadres dans l’agriculture et dans l’industrie*". (Rapport interne)

**MistralJ.,**1981. "*Régulationnationaleetspécialisationinternationale*".Paris.1Octobre1981.

**PeneffA.**1981."*Lesindustrielsalgériens.*"Aix enProvence.CNRS

**Theiery.S.P.,** "*Lacrisedusystèmeproductifalgérien*". (IREP 1982)

**Theiery.S.P.,**"*Lestatutdescadresdel’Etatetdesentreprisespubliques*".(CREA 1981)

**ToucheneF.,** "*L’assembléedestravailleursdanslaGSE*".(Alger 1976)

**Pour les débats politiques sur l’organisation de l’Etat et de la Société: BenachenhouA.,**1980."*PlanificationetdéveloppementenAlgérie*",(CREA-Alger)

**JournalOfficiel,**1971"*Chartedelagestionsocialistedesentreprises*".(JO13-12-1971) **Journal Officiel,** 1976. "*Charte nationale*" (Editions populaires de l’armée Alger 1976) **Lacheraf M.,** 1980. "Débat culturel : les dimensions réelles". *Algérie actualités.*

**De Villers. G.** 1981. "*Politiques sociales et caractéristiques du système étatique en Algérie*" (CREA Juin)